



Volet thématique « Gouvernance économique »

Résumé des résultats clés et réalisations

Problématique

Démocratisation de l'accès aux services d'utilité publique

La gouvernance économique peut être vue comme l'application de principes démocratiques et de bonnes pratiques de gouvernance dans le cadre des décisions politiques et économiques impliquant la gestion des fonds, des ressources et des affaires publiques. Une bonne gouvernance veille à ce que les personnes vulnérables et les plus pauvres puissent faire entendre leur voix. L'interaction entre tous les intervenants, à savoir l'État, le secteur privé et la société civile, influence la mesure dans laquelle les institutions et processus politiques et économiques remplissent leur rôle, tout spécialement vis-à-vis des plus pauvres.

La démocratisation de l'accès aux services publics est un défi critique pour les pays en développement parce qu'un accès universel et abordable à ces services est essentiel pour la réalisation progressive des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'édition 2006 du Rapport sur le développement humain du PNUD soulignait combien l'absence d'accès à l'eau potable et à l'hygiène peut constituer un obstacle à la réalisation de plusieurs OMD. Le renforcement de cet accès est également essentiel pour une croissance économique et un développement humain durables¹.

Volet thématique « Gouvernance économique » du Fonds OMD

Ce volet thématique vise la démocratisation de l'accès aux services publics, en soutenant des interventions qui en renforcent l'accès et la mise à disposition, en les rendant plus efficaces et plus abordables tant au niveau national que local, et en veillant à ce que les populations pauvres en bénéficient. Ce volet comporte 11 Programmes Conjointes dans le monde, pour une valeur totale de près de 60 millions de dollars américains. La plupart des pays participants ont axé leur travail sur l'accès à l'eau, à l'exception de l'Albanie, qui a également pris en charge les besoins de développement dans le secteur énergétique. Ces Programmes Conjointes ont été mis en œuvre en Albanie, en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Équateur, au Guatemala, au Honduras, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Paraguay et aux Philippines.

L'action de ces programmes s'exerce dans différents domaines, notamment i) le développement des moyens et le soutien des révisions de réglementation et de la décentralisation des responsabilités en

¹ Gouvernement espagnol / PNUD / Fonds OMD. Termes de référence du volet thématique « Gouvernance économique ».

matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ii) le développement de mécanismes innovants pour le financement de l'approvisionnement en eau et des infrastructures sanitaires, et iii) l'implication de représentants de la société civile et le renforcement du rôle des femmes dans la planification et l'élaboration de politiques en la matière. Les stratégies de ces Programmes conjoints comprennent des approches participatives et fondées sur les droits, avec une attention beaucoup plus marquée pour les groupes vulnérables et marginalisés.

Réalisations et résultats

Ces Programmes Conjointes ont obtenu de précieux résultats dans l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'hygiène, ainsi que pour favoriser les investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau. Le programme de Bosnie-Herzégovine a bénéficié à 260 000 citoyens et les services d'approvisionnement en eau ont été améliorés pour 50 000 d'entre eux, notamment eu égard à la qualité de l'eau et à la quantité accessible. En Équateur, 4 750 personnes ont bénéficié d'un accès amélioré et continu à une eau de meilleure qualité. Au Honduras, près de



35 000 personnes ont obtenu un accès à l'eau et à des installations sanitaires. Le programme a également aidé 3 330 ménages à adopter de bonnes habitudes d'hygiène, ce qui a bénéficié à environ 16 000 personnes. Au Mexique, l'amélioration de l'accès à l'eau et des services sanitaires dans les écoles a bénéficié à 2 317 élèves et enseignants. Au Nicaragua, les projets pour l'accès à l'eau et l'hygiène mis en oeuvre dans les collectivités et écoles de la côte des Caraïbes ont amélioré l'accès à l'eau et les sources d'approvisionnement pour environ 17 000 personnes. En ce qui concerne les investissements dans les infrastructures, le Programme Conjoint de Bosnie-Herzégovine a injecté 1,25 million de dollars d'investissements dans de petits projets d'infrastructure afin d'accroître la population couverte par l'approvisionnement en eau. Au Honduras, le Programme Conjoint s'est appuyé sur un financement de près de 4 millions de dollars américains apporté par la Central American Bank for Economic Integration et injecté dans des infrastructures rurales. Aux Philippines, les 36 municipalités couvertes par le Programme Conjoint ont été définies comme prioritaires dans le cadre du programme SALINTUBIG du gouvernement, qui fournira jusqu'à 0,23 million de dollars américains par municipalité pour le développement des systèmes d'approvisionnement en eau.

En sus des résultats quantifiables obtenus jusqu'ici, différents aspects de la conception, de l'approche et des méthodologies des Programmes Conjointes en assurent la pertinence et la durabilité.

Développement des capacités

Les Programmes Conjointes ont obtenu de bons résultats en termes de renforcement des moyens et de la capacité des populations pauvres à participer aux processus de réforme et de développement des politiques, et à les influencer. Les Programmes Conjointes ont soutenu les processus consultatifs conduisant au développement de politiques et de stratégies pour l'accès à l'eau au Guatemala et en

Albanie. En travaillant notamment avec l'administration, les membres des collectivités et les associations locales, les Programmes Conjointes ont amélioré les capacités de gestion à des ressources en eau et la qualité des services fournis (Équateur, Guatemala, Mexique et Philippines). La plupart des Programmes Conjointes ont ciblé l'inclusion des groupes vulnérables, avec par exemple pour résultat une participation et un leadership accrus des femmes dans le cadre de projets liés à l'eau (Angola), une participation active des femmes et des associations de jeunesse aux conseils de gestion municipaux (Bosnie-Herzégovine), une participation prioritaire des minorités ethniques, des indigènes et des groupes d'origine africaine (Nicaragua), et des rôles directifs plus nombreux pour les femmes (Guatemala). La valorisation et l'intégration de la diversité culturelle ont également facilité la participation et l'inclusion des bénéficiaires et de leurs connaissances dans les processus de développement. Certaines méthodologies spécifiques, par exemple l'approche Healthful School and Home (ou « Santé à l'école et à la maison ») appliquée au Honduras, qui a favorisé la sensibilisation et l'amélioration des conditions sanitaires dans les communautés rurales de Hacique, se prêtent à être répliquées dans d'autres contextes.

Création d'un dialogue public-privé (notamment avec la société civile)

Plusieurs Programmes Conjointes ont contribué à un engagement actif des collectivités locales et des groupes cibles, encourageant ainsi un large dialogue public-privé (notamment avec la société civile) lors de la conception et de la mise en oeuvre de politiques et de réformes publiques. Les Programmes Conjointes ont favorisé la participation des groupes d'utilisateurs dans les décisions de réforme des secteurs de l'eau et de l'énergie (Albanie), ont assuré l'engagement actif des résidents par la formation de conseils de gestion municipaux et ont renforcé les comités sur l'eau (Bosnie-Herzégovine, Équateur et Nicaragua), et ont facilité la mise en place de réseaux favorisant la coordination et le dialogue public-privé (Panama, Paraguay, Angola et Guatemala).

Promotion des contrats sociaux



Les Programmes Conjointes ont contribué à la promotion des contrats sociaux grâce à un travail spécifique sur le fonctionnement, le partage des responsabilités et l'implication des intervenants dans les secteurs de l'eau et des infrastructures sanitaires. Les Programmes Conjointes ont contribué à un modèle de contrat d'approvisionnement en eau et à un système de gestion des réclamations clients (Albanie), au transfert de certaines responsabilités d'institutions (semi-)publiques vers les collectivités (Angola),

à une proposition d'acte pour la fourniture d'eau et de services sanitaires (Équateur), à une initiative de suivi citoyen pour l'eau et l'hygiène (Mexique), à une approche intégrée de la gestion des ressources en eau (Paraguay), à la révision d'instruments de financement (Philippines, Équateur) et à des critères et des mesures destinés à la politique sociale pour l'approvisionnement en eau, notamment des règles prévoyant une aide aux groupes vulnérables (Bosnie-Herzégovine).

Actions de soutien des stratégies à long terme

Afin de garantir que les contributions apportées soutiennent une planification et des stratégies à long terme, les Programmes Conjointes se sont centrés sur la favorisation de la responsabilisation au niveau local et la garantie d'approches répondant aux besoins spécifiques d'un pays selon les priorités et venant compléter les efforts continus des partenaires nationaux. Les Programmes Conjointes ont également apporté de précieuses contributions pour la mise sur pied d'environnements permettant de garantir la protection des droits et actifs de tous les intervenants. Il s'est agi notamment de revoir des politiques et des lois (Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique et Philippines), d'examiner l'impact potentiel des réformes (par exemple, une augmentation des tarifs en Albanie) et de renforcer les agences de réglementation en charge des services sanitaires (Paraguay). En renforçant les institutions, les Programmes Conjointes ont eu un impact à long terme sur la manière dont celles-ci abordent les politiques et réglementations ainsi que leur implémentation, exécution et supervision. Le Programme Conjoint de Bosnie-Herzégovine a contribué à la mise sur pied du département de l'eau au sein du ministère du Commerce extérieur et des Relations économiques, ainsi qu'à la formation de conseils de gestion municipaux. En Équateur, le Programme Conjoint a contribué à renforcer l'organisation sociale au sein des collectivités. Au Guatemala, le Programme Conjoint a facilité la création d'une unité eau et hygiène, et au Honduras, le conseil national pour l'eau et l'hygiène s'est vu renforcé dans son rôle d'organe régissant les politiques et la planification dans ce secteur.

Conclusions

Durabilité

Tous les Programmes Conjointes ont jeté des bases solides pour poursuivre sur la voie de la réalisation des OMD. L'argumentaire et l'inclusion sociale qui caractérisent tous les Programmes Conjointes constituent des aspects clés pour les contrats sociaux, le dialogue et les stratégies à long terme nécessaires pour aboutir à la démocratisation de l'accès aux services d'utilité publique. La tâche se trouve d'autant plus facilitée lorsqu'elle est accompagnée d'un travail continu de développement des moyens.



La plupart des activités implémentées par les Programmes Conjointes s'inscrivent dans des stratégies et programmes plus larges coordonnés par les partenaires nationaux avec d'autres initiatives de soutien. Cet aspect s'est révélé crucial pour faciliter la responsabilisation, ainsi que l'alignement, la complémentarité et la continuité par rapport aux efforts concernés. Les Programmes Conjointes ont largement contribué au développement des moyens. Ces moyens (techniques, leadership, gouvernance) facilitent l'application à long terme et jettent les bases requises pour la réutilisation des approches, avec pour résultat la durabilité politique et sociale.

La durabilité est également envisagée comme le résultat de relations complexes et nombreuses que les Programmes Conjointes ont su proposer, établir et coordonner. Ces nouveaux domaines de collaboration

se muent en instruments politiques et en organes de gestion qui permettent le dialogue, la collaboration, l'intégration, le transfert des connaissances et la continuité de l'action.

Recommandations

Favoriser les mises en relation afin de surmonter la fragmentation et faciliter le partage des connaissances et la collaboration. Le secteur de l'approvisionnement en eau tend à être fragmenté dans la plupart des pays. Les paradigmes actuels de la gestion intégrée des ressources en eau et des approches fondées sur les droits de l'homme ouvrent la voie à des réformes sectorielles et à des synergies dans les interventions et les investissements opérés dans les secteurs de l'eau et des infrastructures sanitaires.

Faciliter et soutenir la formation de comités sur l'eau pour le développement local. La formation de comités pour l'eau et l'hygiène aux niveaux régional et municipal contribue à établir des domaines de coopération et de dialogue entre les intervenants. Pour un fonctionnement efficace, il importe ici de ne pas perdre de vue le développement des moyens et le soutien financier.

Autonomisation des groupes vulnérables pour le développement de la communauté. L'autonomisation des groupes vulnérables est essentielle pour corriger les inégalités.

Soutenir la gouvernance par l'autonomisation des institutions. Le renforcement des institutions est essentiel pour leur permettre de gérer efficacement les politiques et réglementations ainsi que leur mise en oeuvre et leur respect. Ceci englobe les réformes de gouvernance, la législation, les organes de réglementation, les autorités locales, les organisations pour l'aménagement des bassins fluviaux, les fournisseurs d'eau et toute une série d'autres dispositions institutionnelles intervenant à différents niveaux.

Renforcer le secteur par des instruments de gestion améliorés. Permettre aux décideurs de faire des choix rationnels et informés grâce à des instruments et méthodes pertinents apporte un important soutien au secteur.

Pour lire le rapport complet (en anglais) : <http://on.mdgfund.org/1314EM9>